

ABONNEMENTS	ANCIEN	NOUVEAU
Un mois	\$ 1.00	\$ 1.30
Trois...	3.00	3.70
Six...	6.00	7.40
Un an...	10.00	12.50
Numéro du jour...	\$ 0.06	
ancien...	0.10	

Les abonnements partent du 1er  
et 15 de chaque mois

### C'est le progrès qui veut ça

C'est le progrès qui veut ça.  
Les vieux textes de législation et les  
lexiques disent qu'il faut entendre par  
récidive toute manœuvre frauduleuse  
employée pour recruter des soldats contre  
leur gré.

Ici, dans les vertes campagnes de l'U-  
ruguay, les manœuvres frauduleuses  
ayant paru trop lentes ou trop cérémo-  
nieuses, on les a remplacées depuis long-  
temps, avec le succès que l'on sait, par  
de simples violences.

«Il nous faut des soldats, n'en faut-il  
plus au monde», se disent les chefs po-  
litiques et les racleurs de profession, et  
tout gars bien bâti qui tombe sous leurs  
griffes est enrôlé, de gré ou de force,  
sans autre forme de procès.

C'est le progrès qui veut ça.

Mais le progrès ne s'en est pas tenu là.  
Ce n'est plus seulement, en effet,  
dans les vertes campagnes, au milieu des  
solitudes champêtres, loin des centres  
habités que les racleurs poursuivent  
les cours de leurs exploits.

En pleine capitale on les a vus appré-  
hender au collet et conduire à l'un des  
quartiers de la garnison, pour y être  
enrôlés comme volontaires, de pauvres  
héros dont la vocation militaire n'atten-  
dait pour éclore que cette aventure.

C'est le progrès qui veut ça.

Où, indubitablement.  
Et c'est lui encore, lui toujours, le  
dieu progrès,—plus cruel que Moloch,  
—qui veut qu'on frappe de mille coups  
d'épée, plus tard, celui de ces racle-  
urs qui tenteront de s'évader et de recon-  
quérir sa liberté.

Et c'est pourquoi, même après de ras-  
surantes promesses émanées du géné-  
ral Perez lui-même, un journal du soir  
a pu dénoncer hier de nouveaux atten-  
tats commis jusqu'à la porte d'une  
imprimerie. Un des ouvriers de «La  
Tarde» s'est vu en effet poursuivi par les  
racleurs, et l'émoi qui en est résulté  
parmi ses compagnons fut si grand  
qu'ils ont préféré coucher à l'imprime-  
rie et dormir sur le sol dur et glacé, plu-  
tôt que de s'exposer à être pincés à la  
sortie des ateliers.

C'est abominable et c'est odieux, c'est  
barbare et c'est criminel, mais pourquoi  
s'en scandaliser? pourquoi s'en plain-  
dre?

C'est le progrès, n'en doutons pas,  
c'est le progrès qui veut ça.

Qu'importent les droits de la liberté  
individuelle?

Qu'importe le désespoir des familles à  
qui on enlève sans crier gare l'enfant  
dont le travail donne peut-être du pain à  
un père infirme, à une mère brisée par  
les labeurs domestiques, à de jeunes  
sœurs dont la misère lera la proie du  
vice!

Qu'importe les meurtres que cet  
abus de la force fera commettre par un  
Ciavenco Tiscornia!

Qu'importe les épaules songlantes  
et les reins meurtris d'un Magonel!

Qu'importe qu'un officier supérieur  
reste sous le coup d'une accusation de  
sauvage férocité!

C'est le progrès qui veut ça!

Comment en serait-il autrement puis-  
qu'on le pratique ou le tolère sous le  
Gouvernement éminemment progressiste,  
comme chacun sait du docteur don  
Julio Herrera y Obes?

### A BATONS ROMPUS

#### NOTES ET IMPRESSIONS

Mieux vaut tard que jamais.

Après dix jours de réflexion, les membres de  
la commission de charité délégués à la sur-  
veillance des Asiles Maternels, MM. Fernan-  
do Torres, Paulino Goycochea, M. Muñoz  
y Perez se sont décidés à donner signe de  
vie et à faire savoir qu'il n'agissait que d'une  
simple calomnie, ils ont daigné prendre les in-  
formations que le cas comportait et se sont  
convaincus ainsi que tout ce qu'on a dit dans  
la lettre adressée le 10 juin, courant à l'Italie  
n'est qu'un tissu d'impostures.

Le démenti, on le voit, est aussi catégorique  
que possible.

Et il l'est aussi concluant.  
L'énergie de la dérogation semblera insuffi-  
sante, à plus d'un sceptique, pour dissuader  
l'insuffisance de la dérogation.

Il est vrai, pourtant, que jusqu'ici les accusa-  
teurs n'ont pas été beaucoup plus démonstra-  
tifs.

Le premier dénonciateur restait soigneusement  
caché sous le voile épaissi de l'anonymat, ce  
qui dénotait tout au moins un masque de bra-  
voure,—et les révélation des quatre petits  
mouquetiers de «El Día» ne sont pas absolu-  
ment écrasantes pour les inculpés.

Les délégués déclarent en outre sans amba-  
ges qu'à l'Asile Maternel N° 1 on n'applique  
point de châliement corporels et qu'on n'y  
effraie personne avec des mannequins qui n'exis-

tistent pas et qui n'ont jamais existé dans ces  
établissements.

Parfait.

Mais la preuve?  
La preuve, ces messieurs la trouvent dans  
ce fait que plus de six cents petits enfants as-  
sistent journellement à l'Asile sans que, jus-  
qu'à ce jour, aucune plainte ait été adressée à  
la Commission.

Comme preuve légale, ce serait maigre, et il  
s'en faut que cela puisse prouver d'une façon  
complète (sic) indubitablement le sans raison et l'in-  
justice de l'accusation.

On aurait tort toutefois de n'y point voir  
une présomption favorable à la défense.

Conclusion: l'enquête légale est plus que ja-  
mais nécessaire, et plus que jamais l'accusa-  
teur a le devoir de se montrer.

Qu'on le lui dise!

Un vent de démissions soufflait hier sur la  
capitale.

C'est d'abord M. Ariagaytia, qui s'apprete  
à passer à des mains plus robustes son poste  
de membre du Directoire de la Banque Hypo-  
thécaire.

Il a entrevu des responsabilités qui ne sont  
pas de son goût, assure-t-on, et il en refuse sa  
part. C'est très légitime, très humain aussi,  
mais encore plus regrettable.

M. Ariagaytia était la vraiment a the right  
man in the right place.

Le second démissionnaire annoncé est le  
brave général Casimiro Garcia, qui co mme-  
ncera à trouver que les Brésiliens à lui font un  
peu longue et assez irritante, la bas sur la  
frontière de l'Uruguay.

D'autres assurent que la nostalgie de la Ca-  
pitale n'est pour rien en cette affaire mais que  
le général Garcia n'est pas, enchanté, des  
changements qu'on annonce ou qu'on projette  
dans le commandement des régiments de ca-  
valerie.

Un gaillard qui ne démissionne pas, lui, c'est

M. Kuby y Artega.

«N. pur un emon», comme on disait jadis,  
dans une pièce du Palais Itayal.

Si le Gouvernement trouve bon de lui faire  
des rentes à Paris, lui trouve encore meilleur  
d'y rester, même après l'échec infligé, assure-  
t-on, à son amour-propre, par le rejet des le-  
tires de démission dont il fut porteur.

Des renseignements apportés par des voya-  
geurs récemment arrivés de la-bas, il résulte  
que M. Kuby y Artega a vu de ses yeux la vie  
de la capitale et de la-bas, et qu'Artega ne re-  
fuse à Kuby aucune des douceurs de la vie.

C'est à dire, tout simplement, réfrigerant en

cette histoire, et il consiste en cette interroga-

tion que font des indiscrets:

—Qu'est-ce qui paie tout ça?

Et il y a aussi des gens, ennemis de la gloire du  
Président Herrera et de la tranquillité de son  
ministère, qui prétendent que c'est le dé-  
bonnaire trésor de l'Uruguay qui fait les frais  
de la résidence princière et des banquet assy-  
riens de l'illustre négociateur de l'emprunt ver-  
teux des timbres volants.

Nous nous garderons bien d'en rien croire.

La journée du 25 Mai est en train de se faire

avec une mauvaise réputation ou plutôt de la faire à

l'hippodrome de Marzán.

Déjà l'an dernier un malheureux jockey  
succomba aux suites d'un accident survenu  
dans la course pour le prix Lavalleja, et voici  
qu'avant-hier on a eu à regretter une épouvan-  
table négrigence qui eût pu avoir les plus dé-  
plorables conséquences: Sultana sur Remem-  
ber, Gloria sur Sultan, puis Dora, puis Pa-  
tino, et jockeys et chevaux se débattaient au ri-  
sque de s'écraser pendant que des cris d'effroi  
clatèrent de toutes parts.

A l'exception de Lucio Alcoba qui montait  
Dora les jockeys s'en sont tirés sans trop de dé-  
gâts. N'importe, le 25 Mai et le prix Lavalleja  
ont le mauvais œil.

Cette déplorable contrariété—rendons jus-  
tice à qui le mérite—n'a pas empêché les pronostics  
du chroniqueur Apollo de «La Nación» de  
se vérifier pour la plupart.

Que ceux qui ont gagné l'en récompensent!

Et avec ça deux assassinats dans la journée.

Celui du jeune Lafanchini poignardé par un

camarade pour une querelle futile en son prin-  
cipe!

Et celui du lieutenant Franco trouvé blessé

hier matin à 6 heures dans la rue Recoqui ta.

Tout cela nous a fait un 25 Mai bien lugubre!

Par bonheur on a eu pour se reconforter

dans un bon rire rabelaisien «Le Système Ri-  
badier» joué à Solis, dans la soirée, avec une  
rare perfection.

Madame Roger qui s'entretenait dans le rôle  
de Madame Ribadier, appris par elle à la der-  
nière heure pour remplacer une camarade a  
été étourdissante de verve et de chic.

Veniat et Godefroy ont mérité les suffrages  
des plus difficiles.

La foule était aussi nombreuse que distinguée.

Itarment nous avions vu à Solis meilleure

salle.

John, balayez milady.

Un anglais racontait qu'étant à Naples en  
train de prendre le thé avec sa femme, par un  
soir d'orage, la foudre était entrée dans la  
chambre et que la pauvre femme avait été rui-  
née en poussière.

—Ah! mon Dieu! s'écria un des auditeurs, et

qu'avez-vous fait qu'avez-vous dit!

—L'Anglais, froidement.

—J'ai sonné et j'ai dit: John, balayez milady.

Combien de tyrannies superbes n'ont pas eu

d'autre oraison funèbre quand la foudre est ve-  
nue pulvériser leur trône et leur orgueil!

John, balayez milady.

Le mot mérite d'être conservé... édité, et

médié.

### APPELONS LES PRUSSIENS

#### UNE BROCHURE INFAME

On n'ira pas sans intérêt les lignes suivantes  
empruntées au compte rendu des débats parle-  
mentaires envoyés de Paris à «La Gironde» de  
Bordeaux le 30 avril dernier.

«Après lecture du procès-verbal, la Chambre  
adopte une proposition de M. Villebois-Mareuil  
concernant les opérations de Bourse, puis la  
parole est donnée à M. Maurice Lasserre pour  
poser une question au ministre des travaux pu-  
blics, qui l'accepte.

L'honorable député de Castelsarrasin appelle  
l'attention des pouvoirs publics sur certains  
faits que nous avons déjà signalés à cette place,  
qui se sont produits depuis l'ouverture du  
Congrès des employés de chemins de fer. M.  
Lasserre parle notamment d'une brochure qui  
est distribuée aux abords de la Bourse du tra-  
vail et dans tous les départements frontiers.  
Dans cette brochure, on examine quelle serait  
l'attitude de l'autorité militaire si une grève gé-  
nérale des employés se produisait au moment  
de la mobilisation, et on donne aux employés  
de chemins de fer le conseil de refuser leur  
service au pays.

«Si le gouvernement voulait contraindre les  
employés à faire leur devoir, nous répondrions  
ceci, ajoute l'auteur de la brochure en ques-  
tion; nous répondrions aux généraux garde-  
chouettes. Eh bien! non, malgré votre Code  
militaire, nous ne mobiliserons pas et vous ne  
ferez pas fusiller ni déporter 100.000 braves  
citoyens qui ne demandent qu'un peu de jus-  
tice. Nous connaissons nos devoirs de patriotes  
et nous savons quand il faut être soldat, si vous  
ne le savez pas, vous. Messieurs les officiers,  
laissez-nous tranquilles régler les affaires de  
notre existence, ou nous appelons les Prus-  
siens.

A cette lecture, des protestations indignées  
clatèrent sur tous les bancs; mais M. Le Héris-  
sot déclare que la publication de cet infâme liv-  
ret est l'œuvre des grandes Compagnies et consti-  
tue une manœuvre contre les Syndicats. M.  
Lasserre demande au gouvernement quelles  
sont les mesures qu'il compte prendre pour cou-  
vrir cette propagande antipatriotique. M.  
Vigne réplique, et sa réponse est nette et éner-  
gique, comme elle devait l'être. Le ministre a  
fait saisir la brochure dès hier.

Il a invité les compagnies à frapper très sé-  
rièvement tous les agents s'il y en avait qui  
raient tentés de la propager; il a déclaré que  
les ouvriers de chemins de fer, avaient désor-  
mais les excitations dont M. Lasserre vient de  
parler. Enfin, il termine son discours aux ap-  
plaudissements unanimes de l'Assemblée, par  
les paroles suivantes, qui méritent d'être rap-  
portées et que nous signalons à l'attention des  
railleurs:

«L'odieuse brochure que M. Lasserre a ré-  
cité avec tant de raison n'a été ni pensée ni  
écrite en français. Elle n'a pas même été im-  
primée en France; c'est une traduction ou tout  
au moins une plume étrangère, une plume in-  
vécrite de notre pays; le dessein arrive de tromper  
nos employés de chemins de fer et de les en-  
traîner à la trahison. On a essayé d'atténuer le  
sens de la phrase qu'a citée M. Lasserre; pur-  
moi, je ne puis admettre aucune interprétation  
la où le langage ne présente ni obscurité ni  
équivoque.

Le membre de phrase dans lequel il est dit:  
«Nous appelons les Prussiens!» est malheu-  
reusement la conséquence logique des phrases  
qui précèdent, où l'on dit au ministre de la  
guerre qu'on refusera d'obéir à l'ordre de mo-  
bilisation. Eh bien! je dis que le misérable qui  
a écrit cela s'est mépris d'engagement et qu'il  
n'a pas l'honneur de connaître les ouvriers  
français.

M. Salis voudrait transformer la question en  
interpellation. La chambre s'y refuse. «Il n'y a  
d'autre ordre du jour que celui du mépris!»  
s'écrie M. Deloncle. Et l'incident est clos.

### NOCTURNE

Minuit aux étoiles sans nombre,  
Minuit sans lune, en la pénombre  
Ensevelit les arbres noirs.

Au fond s'abîme des promenoirs,  
Heurtant les branches, l'œil aux astres,  
Je romps mille fils,—souds désastres!

Grâce aux magnifiques affrancis,  
C'étaient des trames alignées  
Par les nocturnes araignées.

Alors, vers les cieux lactescents,  
Invisible, monte l'encens  
Des occultes thuriféraires.

Une blancheur qu'on gênera  
Fleurit les voiles funéraires:  
Tout lait vivant, royale Héra!

Et pour de lentes agnies  
Voici les lugubres lentes  
Aux mornes entrelacements.

Ce sont les grenouilles chanteuses  
Qui projettent aux nébuleuses  
Leurs grâces de coeurs-mépris.

Et plongent dans le ciel, présent des eaux bien  
lentes.

ALFRED CAZAUX

Juillet 1890.

### Romains et Toutons

Le roi d'Italie a reçu pour ses notes d'argent  
les compliments de toutes les cours et la visite  
de l'empereur d'Allemagne.

Pour l'Europe et pour les Italiens eux-mêmes,  
la fête intime de la famille royale n'a qu'un in-  
térêt secondaire et bourgeois. Et ce moment,  
la première figure à Rome c'est Guillaume II.  
C'est de lui qu'on s'occupe; c'est pour lui seul  
que s'allument les lampes et que les oriflam-  
mes flottent au vent.

Les Italiens, passionnés amateurs de specta-  
cles, comme leurs prédécesseurs du temps des  
Césars, s'empressent aux parades de l'empo-

neur allemand et l'accablent. Ils feignent d'i-  
gnorer qu'il est allé, dimanche, faire de la po-  
litique avec le Pape et que c'est moins pour  
voir leur roi que le Pape qu'il est venu à  
Rome.

La popularité des Allemands et de leur em-  
pereur à Rome, si elle n'est pas exclusivement  
officielle, c'est-à-dire artificielle, dépasse les  
proportions d'un étonnant phénomène. C'est un  
contraste saisissant et historique.

L'univers a été témoin que depuis deux mille  
ans l'Italien n'avait jamais varié dans sa haine  
du Teuton.

Ce n'est pas seulement la longue domination  
de l'Autriche en Lombardie qui avait créé  
cet abîme d'implacable aversion entre les deux  
races. En remontant à travers le Moyen Age,  
et par delà les invasions des barbares, jusqu'à  
Marius, de siècle en siècle, de génération en  
génération, le Teuton fut toujours l'ennemi,  
l'ennemi héréditaire, l'ennemi préhistorique  
pour ainsi dire.

Avec raison, d'ailleurs, car à toutes les épo-  
ques connues, l'Italie ne cessa jamais d'être la  
proie convoitée par les hordes allemandes.  
Elles y ont pillé au cours des âges plus de ri-  
chesses et massacré plus d'Italiens qu'il n'y en a  
présentement dans toute la Péninsule.

Les ruines antiques et les crantés exécutés  
dans les grandes villes et les campagnes de la  
vallée du Pô, précisément par ce Frédéric Bar-  
barousse, sont restés légendaires. L'Italie,  
peut-on dire, n'est qu'un immense ossuaire de  
victimes de la férocité allemande.

Ce sanglant passé est oublié aujourd'hui. Il  
peut être intéressant de résumer les causes de  
ce changement singulier des sentiments du  
peuple italien.

Napoléon III, en 1809, ayant promis à l'Ita-  
lie de la rendre libre «des Alpes à l'Adriatique»,  
traversa toutes les villes de la Lombardie, après  
la victoire de Magenta, tous des arcs de triom-  
phe. Les acclamations les plus enthousiastes  
saluèrent l'armée française à son passage. Elle  
fit à Milan une entrée triomphale et, de là, elle  
vint aborder le fameux quadrilatère où les  
troupes autrichiennes étaient retranchées.

Elles furent écrasées à Solferino et le vain-  
queur n'avait plus qu'un effort à faire pour  
prendre possession de la Vénétie, lorsqu'un  
vit avec surprise Napoléon III arrêter la marche  
des événements par le traité de Villafranca.

Ce fut une immense déception pour les Ita-  
liens. De toutes parts ils se mirent à la trahison  
et l'empereur des Français se vit à la fin ren-  
trer en France, comme un fugitif, évitant de séjourner  
dans les villes où les populations furieuses lui  
auraient fait un mauvais parti. Il laissait la  
Lombardie au roi du Piémont, une belle con-  
quête assurément, mais ce n'était pas l'Italie  
qu'il avait promise.

Or, pourquoi l'armée française avait-elle inop-  
timement suspendu le cours de ses victoires?  
Parce que le chancelier du roi Guillaume de  
Prusse avait télégraphié à Napoléon III, le len-  
demain de la bataille de Solferino, que s'il ne  
faisait pas immédiatement la paix, une armée  
allemande était prête à faire une puissante di-  
version sur le Rhin.

La Diète de Francfort, en effet, décidait que  
l'Allemagne ne devait pas permettre l'écrase-  
ment par la France d'un Etat faisant partie de  
la grande famille germanique.

Si la Confédération n'avait pas la forte co-  
hésion de l'hégémonie prussienne actuelle, son  
attitude n'en était pas moins menaçante.

C'est ainsi que l'Allemagne empêcha l'unité  
italienne de se faire ou de se faire plus tôt.

Les Italiens n'en ont gardé rancune qu'à la  
France.

Plus tard, en 1866, éclata la guerre entre la  
Prusse et l'Autriche. L'Italie était l'alliée de la  
Prusse.

Principalement à cause de l'Italie, et contre  
ses propres intérêts, la France garda la neutra-  
lité une neutralité toute en faveur de la Prusse  
et de l'Italie.

Les Italiens engagèrent la partie sur terre et  
sur mer. Leur armée deux fois supérieure se fit  
battre honteusement à Custoza, dans le voi-  
sinage de Solferino, par les Autrichiens, et leur  
flotte cuirassée ne put pas tenir à Lissa contre  
les méchants navires de bois de l'amiral Téghe-  
loff.

Mais cette double défaite des Italiens fut lar-  
gement compensée par la victoire des Prus-  
siens à Sadowa.

Napoléon III eut la fâcheuse inspiration  
d'offrir sa médiation aux belligérants. Il fit ac-  
cepter à l'Autriche les conditions qu'il avait  
édictées avec M. de Bismarck et il obtint  
pour lui la cession du territoire vénitien dont  
il fit présent au roi Victor-Emmanuel.

Humiliés par les récentes défaites, les Ita-  
liens virent avec humiliation de plus dans cette  
rétrocession de la Vénétie, bien loin d'en  
avoir la moindre reconnaissance à la France.

Ce n'était pourtant pas notre faute s'ils n'é-  
taient pas allés à Venise par le chemin de la  
victoire.

Jamais le monde n'avait vu une aussi brillan-  
te conquête faite par des batailles perdues.  
Quelles auraient été les prétentions des Italiens  
s'ils auraient obtenu de plus s'ils avaient  
vaincu les Autrichiens à Lissa et à Custoza?

A défaut de gloire ils eurent le profit, et le  
courage de la gallophobie éternelle par le traité  
de Villafranca, désormais réparé cependant  
ne fit que grandir.

Il faut bien dire que ce qui y contribua beau-  
coup c'était le maintien indéfini de nos troupes  
d'occupation à Rome. Les Italiens en voulant à  
la France des fautes et des incohérences de  
la politique de son gouvernement.

Napoléon III dont on dit qu'il conspira toute  
sa vie au dehors et au dedans, et dont on dirait  
plus justement que ce pauvre et incongruent  
esprit n'avait aucune, même dans ses idées, s'em-  
barquant dans un p'tin et se heurtait aussitôt à  
un autre plan préconçu d'entrave.

Quand il se laissa entraîner par Cavour à  
faire de l'Italie une grande nation, il se ré-  
solut pas qu'il s'engageât avec le Pape à  
lui conserver son pouvoir temporel et sa capi-  
tale. Il fallait être fou pour rêver l'unité italie-  
ne sans Rome.

S'il n'était pas fou, il abandonnait les nota-  
tions finales à la force des choses, au desin,  
comme il eût dit en son fatalisme pares-  
seux.

Ainsi se mentait-il à lui-même. «Que dit le  
muet des Tuileries, demandait-on à lord Cow-  
ley?—Jamais il ne dit rien, mais il met tou-  
jours.»

Bon d'être lui-même et de ses passagers  
bons vouloir, il trompait les Italiens, il trom-

pait le Pape. Mais n'avait-il pas trompé les  
Français bien longtemps avant d'avoir pris les  
étrangers pour dupe?

L'Europe actuelle est née des fautes de ce  
malheu x halluciné. Il avait trouvé le moyen  
de brouiller la France avec tous les peuples et  
principalement avec ceux dont il servit le plus  
aveuglément les intérêts.

Il fit la guerre de Crimée pour l'Angleterre,  
la guerre d'Italie pour la dynastie de Savoie.  
Les témoignages de leur gratitude sont  
connus.

Enfin nul ne contribua plus que lui à faire la  
gloire de la Prusse.







